

Minimaal vereiste kwalificaties : ofwel
 Licentiaat (of graduaat) pedagogische wetenschappen
 Licentiaat (of graduaat) technische en/of economische en/of menswetenschappen met getuigschrift pedagogische bekwaamheid
Nuttige ervaring : 3 jaar
Weddeschaal : schaal 6
 Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 november 2002 betreffende de opdrachten, de erkenning en de subsidiëring van de centra voor beroepsopleiding.
 Namen, 11 december 2003.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
 De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
 Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 370

[2004/200195]

18 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, tel que modifié par le décret-programme du 18 décembre 2003, notamment l'article 2bis;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, modifié par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 février 2003;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 février 2003;

Vu le protocole n° 385 du Comité de secteur XVI, établi le 26 mai 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 1^{er} avril 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 6 juin 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.649/2/V, donné le 22 juillet 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'emploi et de la formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Sous réserve de l'application des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières d'application dans le présent arrêté, l'arrêté du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, ci-après dénommé « l'arrêté » est applicable aux membres du personnel contractuel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé « l'Office. »

Art. 2. Les dispositions par lesquelles le Gouvernement wallon modifie, complète ou remplace des dispositions de l'arrêté sont applicables de plein droit aux membres du personnel contractuel de l'Office, sauf si elles affectent des dispositions qui prévoient des dérogations ou des modalités particulières dans le présent arrêté.

Art. 3. Sauf disposition contraire, il y a lieu de substituer aux mots repris dans la colonne de gauche qui figurent dans l'arrêté les mots qui se trouvent en regard dans la colonne de droite comme suit :

Région	Office
Ministère(s)	Office
Secrétaire général	Administrateur général
Gouvernement ou Ministre	Comité de gestion, Office
dans les dispositions ne leur conférant pas un pouvoir réglementaire	

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières*

Art. 4. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté, le présent arrêté n'est pas applicable au personnel contractuel engagé pour effectuer des tâches auxiliaires et spécifiques visées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant pour l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi les tâches spécifiques et du 3 juin 1999 déterminant les tâches auxiliaires et spécifiques au sein de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Art. 5. L'article 2, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté doit se lire comme suit :

« 3^o d'accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques dont la liste est établie par le Gouvernement wallon. »
Les paragraphes 2 et 3 de l'article 2 de l'arrêté ne sont pas applicables à l'Office.

Art. 6. L'article 3 de l'arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque année le 31 janvier, l'administrateur général publie un annuaire nominatif du personnel contractuel engagé dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée pour répondre aux besoins visés à l'article 2, 1^o, de l'arrêté, citant leur fonction, leur diplôme, leur échelle de traitement ainsi que la date du début de leur contrat. »

Art. 7. § 1^{er}. Les dérogations apportées à l'article 4 de l'arrêté sont les suivantes :

1^o au § 1^{er}, 4^o, de l'arrêté, il faut, pour exercer les fonctions de conseillers dans les métiers du conseil :

a) soit être porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur de type court ou assimilé assorti d'une expérience professionnelle utile d'un an;

b) soit être porteur d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire supérieur assorti d'une expérience professionnelle utile de cinq ans;

c) soit être porteur d'un diplôme ou certificat de l'enseignement secondaire inférieur assorti d'une expérience professionnelle utile de dix ans.

2^o au § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté, en ce qui concerne les métiers du conseil, pour le niveau 2+, les critères de sélection sont les suivants : le diplôme et la formation ou l'expérience professionnelle utile, les aptitudes et compétences, et la motivation pour occuper l'emploi.

§ 2. Par métier du conseil, il faut entendre le métier qui porte sur le conseil et l'appui aux particuliers, entreprises et opérateurs du marché régional du travail dans le cadre des fonctions de conseil exercées au sein de l'entité « Régisseur-ensemblier » visées à l'article 2, alinéa 6, 1^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, ainsi que des fonctions d'encadrement hiérarchique immédiat de ces fonctions.

Par expérience professionnelle utile, il faut entendre une expérience dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle, des ressources humaines ou de l'intermédiation en matière d'emploi, en lien avec les fonctions exercées.

§ 3. L'article 4, § 4, de l'arrêté doit se lire comme suit, en ce qui concerne l'Office :

« § 4. Pour les engagements visés à l'article 2, 1^o, parmi les lauréats de la sélection, la priorité est accordée aux personnes pouvant attester de la réussite de tout concours de recrutement de même niveau organisé par le SELOR pour pourvoir aux besoins de la Région, et dont la réserve de recrutement est toujours valide.

L'appel à candidature peut faire l'objet d'une publicité par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Pour les engagements visés à l'alinéa précédent, l'administrateur général ou son délégué procède à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir.

Ces candidats présélectionnés font l'objet d'une audition par le responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. Celui-ci transmet le rapport d'audition à l'administrateur général. Pour chaque candidat, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

1^o Définition du poste à pourvoir :

- a) référence au métier;
- b) description des tâches;
- c) position dans le cadre fonctionnel.

2^o Profil du candidat recherché :

- a) diplôme et formation ou expérience professionnelle utile;
- b) aptitudes et compétences.

3^o Entretien :

- a) identification du candidat (y compris une copie de l'attestation SELOR);
- b) motivation du candidat pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle la personne sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé.

4^o Classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes :

convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition, l'administrateur général ou son délégué effectue son choix au sein de la catégorie de personnes qui conviennent pour la fonction. »

Art. 8. L'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté ne concerne, pour l'Office, que l'engagement de personnel contractuel visé à l'article 2, § 1^{er}, 4^o.

Par dérogation à l'article 5, § 2, de l'arrêté, la commission de sélection est composée en ce qui concerne l'Office pour un tiers, de membres choisis en dehors de l'Office et qui doivent présenter une compétence incontestable dans le domaine considéré et comprend le ou les responsables hiérarchiques du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler, ainsi qu'un représentant du département des ressources humaines. La composition de la commission est approuvée par le Comité de gestion.

Art. 9. Il est ajouté entre les chapitres IV et V de l'arrêté, un chapitre *IVbis* comprenant un article *6bis* :

« CHAPITRE *IVbis* — *Des fonctions correspondant à un grade de promotion*

Art. 6bis. En ce qui concerne les métiers du conseil en ce compris les missions non-récurrentes dont est chargé l'Office, des membres du personnel contractuel peuvent être engagés pour répondre aux tâches spécifiques ou exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau telles que visées à l'article 2, 3^o et 4^o, et auxquels sont confiées des fonctions correspondant à un premier grade de promotion, exercent tous les droits et toutes les prérogatives attachées à ces fonctions. Ils accomplissent tous les devoirs et supportent toutes les charges attachées à ces fonctions.

Par mission non-récurrente, il faut entendre toute mission non couverte dans le cadre des subventions annuelles octroyées par le Conseil régional wallon lors du vote du décret budgétaire du budget initial et relatives aux programmes budgétaires dédiés au financement de l'Office. »

Art. 10. Il y a lieu de compléter l'article 7 de l'arrêté par l'alinéa suivant :

« Les membres du personnel contractuel peuvent bénéficier du processus de formation organisé par le département des ressources humaines de l'Office. »

Art. 11. L'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté doit se lire, pour l'Office, comme suit :

« Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une échelle de traitement d'un grade de recrutement ou d'une échelle de traitement d'un grade de promotion, pour les membres du personnel visés à l'article 6*bis* de l'arrêté, équivalente à celle d'un agent ayant la même fonction ou une fonction équivalente, ainsi que les augmentations intercalaires et sexennales qui y sont liées. »

Art. 12. L'article 12, alinéa 1^{er}, de l'arrêté doit se lire, pour l'Office, comme suit :

« Tout supérieur hiérarchique fixe les objectifs à atteindre par chaque membre du personnel contractuel placé sous son autorité. »

Par « supérieur hiérarchique », il faut entendre tout fonctionnaire général, tout agent de rang A4, A5, A6, B1 ou C1 ainsi que tout membre du personnel de rang A5 ou A6 chargé de la gestion d'un service.

CHAPITRE III. — *De la fonction de conseiller technique intersectoriel*

Art. 13. Par dérogation à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 déterminant pour l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi les tâches spécifiques et aux articles 3, 6 et 11, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 1994 portant règlement du personnel contractuel de la formation professionnelle de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, la fonction de conseiller technique intersectoriel visée à l'article 24*bis* du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 13 mars 2003, est une fonction exercée dans le cadre d'un mandat aux conditions fixées par la section 2 du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office.

Art. 14. Pour l'exercice de ce mandat, la fonction de conseiller technique intersectoriel est assimilée à un emploi de fonctionnaire général de rang A2.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur à la même date d'entrée en vigueur que l'arrêté.

Namur, le 18 décembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 370

[2004/200195]

18 DECEMBER 2003. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) en hun administratieve en geldelijke toestand

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003, inzonderheid op artikel 2*bis*;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi », gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 februari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 februari 2003;

Gelet op het protocol nr. 385 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 26 mei 2003;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », gegeven op 1 april 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 6 juni 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.649/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 22 juli 2003, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen die in dit besluit voorzien in afwijkingen of in bijzondere toepassingsmodaliteiten, is het besluit van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, hierna het « besluit » genoemd, toepasselijk op de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », hierna de « Office » genoemd.

Art. 2. De bepalingen waarbij de Waalse Regering de bepalingen van het besluit wijzigt, aanvult of vervangt zijn van rechtswege toepasselijk op de contractuele personeelsleden van de « Office », behalve als ze afbreuk doen aan bepalingen die in dit besluit voorzien in afwijkingen of in bijzondere modaliteiten.

Art. 3. In de bepalingen die hen geen reglementaire bevoegdheid geven, dienen de in het besluit voorkomende woorden uit onderstaande linkerkolom, behoudens andersluidende bepaling, vervangen te worden door de woorden uit de rechterkolom, namelijk :

Gewest	« Office »
Ministerie(s)	« Office »
Secretaris-generaal	Administrateur-generaal
Regering of Minister	Beheerscomité, « Office ».

HOOFDSTUK II. — Bijzondere bepalingen

Art. 4. In afwijking van artikel 1, eerste lid, van het besluit, is dit besluit niet van toepassing op de contractuele personeelsleden die in dienst genomen worden voor de uitvoering van de specifieke taken en de hulptaken bedoeld in de besluiten van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot bepaling van de specifieke taken voor de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'emploi » en van 3 juni 1999 tot bepaling van de bijkomende en specifieke taken binnen de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ».

Art. 5. Artikel 2, § 1, 3°, van het besluit dient te worden gelezen als volgt :

« 3° bijkomende en specifieke taken te vervullen waarvan de lijst door de Waalse Regering samengesteld wordt. »
Het tweede en het derde lid van het besluit zijn niet toepasselijk op de « Office ».

Art. 6. Artikel 3 van het besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De administrateur-generaal publiceert jaarlijks op 31 januari een nominatieve lijst van de contractuele personeelsleden in dienst genomen op grond van een arbeidscontract van onbepaalde duur om in te spelen op de behoeften bedoeld in artikel 2, 1°, van het besluit, met melding van hun functie, diploma, weddeschaal, alsmede van de datum waarop hun contract begint te lopen. »

Art. 7. § 1. Artikel 4 van het besluit is het voorwerp van de volgende afwijkingen :

1° in § 1, 4°, van het besluit mogen de functies van adviseur in de adviesverlenende beroepen onder de volgende voorwaarden uitgeoefend worden :

a) hetzij houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type (of daarmee gelijkgesteld), plus een nuttige beroepservaring van één jaar;

b) hetzij houder zijn van een diploma of getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, plus een nuttige beroepservaring van vijf jaar;

c) hetzij houder zijn van een diploma of getuigschrift van het lager secundair onderwijs, plus een nuttige beroepservaring van tien jaar.

2° in § 3, eerste lid, van het besluit, zijn de selectiecriteria voor niveau 2+ de volgende wat betreft de adviesverlenende beroepen : diploma en vorming of nuttige beroepservaring, geschiktheden en vaardigheden, en motivering om de betrekking te bekleden.

§ 2. Onder adviesverlenend beroep wordt verstaan het beroep betreffende de advies- en steunverlening aan particulieren, bedrijven en operatoren van de gewestelijke arbeidsmarkt in het kader van de adviesverlenende functies uitgeoefend binnen de entiteit « Regisseur-coördinator » bedoeld in artikel 2, zesde lid, 1°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, alsmede de functies betreffende de rechtstreekse hiërarchische begeleiding van die functies.

Onder nuttige beroepservaring wordt verstaan een nuttige ervaring inzake de wederinschakeling op de arbeidsmarkt, menselijke hulpbronnen of bemiddeling inzake tewerkstelling, i.v.m. de uitgeoefende functies.

§ 3. Artikel 4, § 4, van het besluit dient, wat de "Office" betreft, te worden gelezen als volgt :

« § 4. Voor de indienstnemingen bedoeld in artikel 2, 1°, wordt onder de laureaten van de selectie voorrang gegeven aan de personen die kunnen bewijzen dat ze geslaagd zijn voor elk wervingsexamen van hetzelfde niveau georganiseerd door SELOR om in te spelen op de behoeften van het Gewest en waarvoor de wervingsreserve nog geldig is.

De oproep tot de kandidaten kan bekendgemaakt worden via elk communicatiekanaal door middel waarvan elke belangstellende persoon zich kan doen kennen.

Voor de indienstnemingen bedoeld in het vorige lid maakt de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde een eerste selectie van de kandidaten voor de in te vullen betrekkingen.

De voorgeselecteerde kandidaten worden gehoord door de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar ze in dienst genomen zullen worden. De verantwoordelijke richt het verslag van de hoorzitting aan de administrateur-generaal. Voor elke kandidaat vermeldt het verslag van de hoorzitting hoe dan ook de volgende gegevens :

1° Omschrijving van de in te vullen betrekking :

a) verwijzing naar het beroep,

b) taakomschrijving;

c) positie binnen de functionele personeelsformatie;

2° profiel van de gezochte kandidaat;

a) diploma en vorming of nuttige beroepservaring;

b) geschiktheden en vaardigheden;

3° onderhoud :

- a) identificatie van de kandidaat (met inbegrip van een afschrift van het SELOR-attest);
- b) motivering van de kandidaat om het ambt te bekleden;
- c) beroepservaring;
- d) datum waarop de persoon beschikbaar zal zijn om het ambt te bekleden;
- e) overeenstemming met het gevraagde profiel;

4° Indeling van een kandidaat onder één van de twee volgende categorieën :
is geschikt voor het ambt of is niet geschikt voor het ambt.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de hoorzittingsverslagen maakt de administrateur-generaal of zijn afgevaardigde een keuze in de categorie van de personen die geschikt zijn voor het ambt. »

Art. 8. Wat de « Office » betreft, heeft artikel 5, § 1, van het besluit slechts betrekking op de indienstneming van de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 4°.

In afwijking van artikel 5, § 2, van het besluit is de selectiecommissie, wat de « Office » betreft, voor een derde samengesteld uit leden die niet tot de « Office » behoren en die het bewijs kunnen leveren van een onbetwistbare vaardigheid in betrokken domein, en uit de hiërarchische meerdere(n) van de functionele dienst waar de persoon zal werken, alsmede uit een vertegenwoordiger van het departement menselijke hulpbronnen. De samenstelling van de commissie wordt door het beheerscomité goedgekeurd.

Art. 9. Tussen de hoofdstukken IV en V van het besluit wordt een hoofdstuk *IV bis* met een artikel *6 bis* ingevoegd :

« HOOFDSTUK *IV bis* — *Functies die met een bevorderingsgraad overeenstemmen*

Art. 6 bis. Wat betreft de adviesverlenende beroepen, met inbegrip van de niet terugkerende opdrachten waarmee de « Office » belast wordt, kunnen contractuele personeelsleden in dienst genomen worden om te voldoen aan specifieke taken of aan taken die een bijzondere kennis of een ruime ervaring op hoog niveau vergen, zoals bedoeld in artikel 2, 3° en 4°. Die personeelsleden worden bekleed met functies die met een eerste bevorderingsgraad overeenstemmen, en oefenen alle rechten en voorrechten uit i.v.m. bedoelde functies. Ze voldoen aan alle plichten en dragen alle lasten i.v.m. bedoelde functies.

Onder niet terugkerende opdracht wordt verstaan elke opdracht die niet het voorwerp is van de jaarsubsidies die de Waalse Gewestraad verleent bij de stemming van het begrotingsdecreet betreffende de initiële begroting en die betrekking hebben op de begrotingsprogramma's m.b.t. de financiering van de « Office » ».

Art. 10. Artikel 7 dient te worden aangevuld met het volgende lid :

« De contractuele personeelsleden kunnen in aanmerking komen voor het opleidingsproces dat door het departement menselijke hulpbronnen van de « Office » georganiseerd wordt. »

Art. 11. Wat de « Office » betreft, dient artikel 8, § 1, van het besluit te worden gelezen als volgt :

« De contractuele personeelsleden komen in aanmerking voor een weddeschaal van een wervingsgraad of van een bevorderingsgraad, wat betreft de personeelsleden bedoeld in artikel *6 bis* van het besluit, die overeenstemt met die van een ambtenaar met dezelfde of een gelijkwaardige functie, alsmede voor de desbetreffende tussentijdse en zesjaarlijkse verhogingen. »

Art. 12. Wat de « Office » betreft, dient artikel 12, eerste lid, van het besluit te worden gelezen als volgt :

« Elke hiërarchische meerdere bepaalt de doelstellingen die gehaald moeten worden door elk contractueel personeelslid dat onder zijn gezag staat. »

Onder « hiërarchische meerdere » wordt verstaan elke ambtenaar-generaal, elke ambtenaar van rang A4, A5, A6, B1 of C1, alsmede elk personeelslid van rang A5 of A6 belast met het beheer van een dienst.

HOOFDSTUK III. — *Functie van intersectorale technisch adviseur*

Art. 13. In afwijking van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 tot bepaling van de specifieke taken voor de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » en van de artikelen 3, 6 en 11, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 1994 houdende reglement van het contractueel personeel van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi », is de functie van intersectoraal technisch adviseur bedoeld in artikel *24 bis* van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi », zoals gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, een functie uitgeoefend in het kader van een mandaat onder de voorwaarden die vastliggen in afdeling 2 van hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office ».

Art. 14. Voor de uitoefening van dat mandaat wordt de functie van intersectoraal technisch adviseur gelijkgesteld met een betrekking van ambtenaar-generaal van rang A2.

HOOFDSTUK IV. — *Eindbepaling*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit.

Namen, 18 december 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD